



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

**Statement Limiting the Right to
Equitable Remuneration of
Certain Rome Convention or
WPPT Countries**

**Déclaration limitant le droit à
rémunération équitable pour
certains pays parties à la
Convention de Rome ou au
Traité de l'OIEP**

SOR/2014-181

DORS/2014-181

Current to June 19, 2024

À jour au 19 juin 2024

Last amended on July 1, 2020

Dernière modification le 1 juillet 2020

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (3) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

...

Inconsistencies in regulations

(3) In the event of an inconsistency between a consolidated regulation published by the Minister under this Act and the original regulation or a subsequent amendment as registered by the Clerk of the Privy Council under the *Statutory Instruments Act*, the original regulation or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to June 19, 2024. The last amendments came into force on July 1, 2020. Any amendments that were not in force as of June 19, 2024 are set out at the end of this document under the heading "Amendments Not in Force".

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (3) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

[...]

Incompatibilité — règlements

(3) Les dispositions du règlement d'origine avec ses modifications subséquentes enregistrées par le greffier du Conseil privé en vertu de la *Loi sur les textes réglementaires* l'emportent sur les dispositions incompatibles du règlement codifié publié par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 19 juin 2024. Les dernières modifications sont entrées en vigueur le 1 juillet 2020. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 19 juin 2024 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

Statement Limiting the Right to Equitable Remuneration of Certain Rome Convention or WPPT Countries

Limitations

- 1 Bolivia and Lesotho
- 2 Japan and Singapore
- 3 Lebanon
- 4 Vietnam
- 5 Barbados, Cabo Verde, Congo and Monaco
- 6 People's Republic of China
- 7 Costa Rica

Repeal

Coming into Force

- *9 Publication or coming into force of WPPT

TABLE ANALYTIQUE

Déclaration limitant le droit à rémunération équitable pour certains pays parties à la Convention de Rome ou au Traité de l'OIEP

Limitations

- 1 Bolivie et Lesotho
- 2 Japon et Singapour
- 3 Liban
- 4 Vietnam
- 5 Barbade, Cabo Verde, Congo et Monaco
- 6 République populaire de Chine
- 7 Costa Rica

Abrogation

Entrée en vigueur

- *9 Publication ou entrée en vigueur du Traité

Registration
SOR/2014-181 July 14, 2014

COPYRIGHT ACT

Statement Limiting the Right to Equitable Remuneration of Certain Rome Convention or WPPT Countries

Whereas the Minister of Industry is of the opinion that the Rome Convention or WPPT countries referred to in the annexed Statement do not grant a right of remuneration, similar in scope and duration to that provided by subsections 19(1.1)^a and (1.2)^b of the *Copyright Act*^c, for the performance in public or the communication to the public by telecommunication of a sound recording whose maker, at the date of its first fixation, was a Canadian citizen or a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*^d or was a corporation that had its headquarters in Canada;

Therefore, the Minister of Industry, pursuant to subsections 20(2)^e and (2.1)^f of the *Copyright Act*^c, makes the annexed *Statement Limiting the Right to Equitable Remuneration of Certain Rome Convention or WPPT Countries*.

Ottawa, June 30, 2014

JAMES MOORE
Minister of Industry

Enregistrement
DORS/2014-181 Le 14 juillet 2014

LOI SUR LE DROIT D'AUTEUR

Déclaration limitant le droit à rémunération équitable pour certains pays parties à la Convention de Rome ou au Traité de l'OIEP

Attendu que le ministre de l'Industrie est d'avis que les pays parties à la Convention de Rome ou au Traité de l'OIEP mentionnés dans la déclaration ci-après n'accordent pas de droit à rémunération semblable, en ce qui concerne l'étendue et la durée, à celui prévu aux paragraphes 19(1.1)^a et (1.2)^b de la *Loi sur le droit d'auteur*^c pour l'exécution en public ou la communication au public par télécommunication d'un enregistrement sonore dont le producteur, à la date de la première fixation, soit est un citoyen canadien ou un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*^d, soit, s'il s'agit d'une personne morale, a son siège social au Canada,

À ces causes, en vertu des paragraphes 20(2)^e et (2.1)^f de la *Loi sur le droit d'auteur*^c, le ministre de l'Industrie prend la *Déclaration limitant le droit à rémunération équitable pour certains pays parties à la Convention de Rome ou au Traité de l'OIEP*, ci-après.

Ottawa, le 30 juin 2014

Le ministre de l'Industrie
JAMES MOORE

^a S.C. 2012, c. 20, s. 12(1)

^b S.C. 2012, c. 20, s. 12(2)

^c R.S., c. C-42

^d S.C. 2001, c. 27

^e S.C. 2012, c. 20, s. 15(3)

^f S.C. 2012, c. 20, s. 15(4)

^a L.C. 2012, ch. 20, par. 12(1)

^b L.C. 2012, ch. 20, par. 12(2)

^c L.R., ch. C-42

^d L.C. 2001, ch. 27

^e L.C. 2012, ch. 20, par. 15(3)

^f L.C. 2012, ch. 20, par. 15(4)

Statement Limiting the Right to Equitable Remuneration of Certain Rome Convention or WPPT Countries

Limitations

Bolivia and Lesotho

1 A right to equitable remuneration applies only for a duration of 20 years to the performance in public or the communication to the public by telecommunication of a sound recording whose maker, at the date of its first fixation, was a citizen or permanent resident of Bolivia or Lesotho or was a corporation that had its headquarters in either of those countries.

Japan and Singapore

2 (1) Subject to subsections (2) and (7), a right to equitable remuneration applies only to the communication to the public by telecommunication of a sound recording whose maker, at the date of its first fixation, was a citizen or permanent resident of Japan or Singapore or was a corporation that had its headquarters in either of those countries.

Exception — broadcasts and background music

(2) In the case of a sound recording whose maker, at the date of its first fixation, was a citizen or permanent resident of Singapore or was a corporation that had its headquarters in that country, a right to equitable remuneration does not apply to

(a) a broadcast that is lawful under the *Broadcasting Act*, by a terrestrial radio station, of a signal that carries the sound recording for reception that is free and does not require a subscription; or

(b) the communication to the public by telecommunication of the sound recording to a business for performance as background music on its premises in the ordinary course of its business.

Application of par. (2)(a)

(3) For greater certainty, paragraph (2)(a) does not apply to broadcasts

(a) through the Internet;

(b) by satellite; or

(c) by point-to-point technology that are received by way of mobile devices.

Déclaration limitant le droit à rémunération équitable pour certains pays parties à la Convention de Rome ou au Traité de l'OIEP

Limitations

Bolivie et Lesotho

1 Le droit à rémunération équitable est limité à vingt ans pour l'exécution en public ou pour la communication au public par télécommunication d'un enregistrement sonore dont le producteur, à la date de la première fixation, est citoyen ou résident permanent de la Bolivie ou du Lesotho ou une personne morale ayant son siège social dans l'un de ces pays.

Japon et Singapour

2 (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (7), le droit à rémunération équitable est limité à la communication au public par télécommunication d'un enregistrement sonore dont le producteur, à la date de la première fixation, est citoyen ou résident permanent du Japon ou de Singapour ou une personne morale ayant son siège social dans l'un de ces pays.

Exceptions : radiodiffusion et musique de fond

(2) Dans le cas d'un enregistrement sonore dont le producteur, à la date de la première fixation, est citoyen ou résident permanent de Singapour ou une personne morale y ayant son siège social, le droit à rémunération équitable n'est pas accordé pour :

a) la radiodiffusion — légale selon les dispositions de la *Loi sur la radiodiffusion* — par une station terrestre de radio d'un signal porteur de l'enregistrement sonore pour réception gratuite et sans abonnement;

b) la communication au public par télécommunication de l'enregistrement sonore à une entreprise pour exécution à titre de musique de fond sur les lieux de celle-ci dans le cours normal des affaires.

Application de l'alinéa (2)a)

(3) Il est entendu que l'alinéa (2)a) ne s'applique pas à la radiodiffusion :

a) par Internet;

b) par satellite;

c) par la technologie point à point, si la radiodiffusion est captée par des appareils mobiles.

(4) [Repealed, SOR/2020-82, s. 1]

(5) [Repealed, SOR/2020-82, s. 1]

(6) [Repealed, SOR/2020-82, s. 1]

Exception — non-interactive Internet transmission

(7) In the case of a sound recording that has not been published but is deemed to have been published under section 19.2 of the *Copyright Act* and whose maker, at the date of its first fixation, was a citizen or permanent resident of Japan or was a corporation that had its headquarters in that country, a right to equitable remuneration applies only to the communication of the sound recording to the public by non-interactive Internet transmission.

SOR/2020-82, s. 1.

Lebanon

3 A right to equitable remuneration applies only to the performance in public of a sound recording whose maker, at the date of its first fixation, was a citizen or permanent resident of Lebanon or was a corporation that had its headquarters in that country.

Vietnam

4 In the case of a sound recording whose maker, at the date of its first fixation, was a citizen or permanent resident of Vietnam or was a corporation that had its headquarters in that country, a right to equitable remuneration does not apply to the performance of the sound recording in public as part of a non-commercial activity.

Barbados, Cabo Verde, Congo and Monaco

5 A right to equitable remuneration does not apply to the performance in public or the communication to the public by telecommunication of a sound recording whose maker, at the date of its first fixation, was a citizen or permanent resident of Barbados, Cabo Verde, Congo or Monaco or was a corporation that had its headquarters in any of those countries.

People's Republic of China

6 (1) Subject to subsections (2) and (3), a right to equitable remuneration does not apply to a sound recording whose maker, at the date of its first fixation, was a citizen or permanent resident of the People's Republic of China or was a corporation that had its headquarters in that country.

Macao

(2) The performer of a sound recording whose maker, at the date of its first fixation, was a permanent resident of

(4) [Abrogé, DORS/2020-82, art. 1]

(5) [Abrogé, DORS/2020-82, art. 1]

(6) [Abrogé, DORS/2020-82, art. 1]

Exception : transmission non interactive par Internet

(7) Dans le cas d'un enregistrement sonore non publié qui est réputé l'être aux termes de l'article 19.2 de la *Loi sur le droit d'auteur* et dont le producteur, à la date de la première fixation, est citoyen ou résident permanent du Japon ou une personne morale y ayant son siège social, le droit à rémunération équitable est limité à la communication au public de l'enregistrement sonore par transmission non interactive par Internet.

DORS/2020-82, art. 1.

Liban

3 Le droit à rémunération équitable est limité à l'exécution en public d'un enregistrement sonore dont le producteur, à la date de la première fixation, est citoyen ou résident permanent du Liban ou une personne morale y ayant son siège social.

Vietnam

4 Dans le cas d'un enregistrement sonore dont le producteur, à la date de la première fixation, est citoyen ou résident permanent du Vietnam ou une personne morale y ayant son siège social, le droit à rémunération équitable n'est pas accordé pour l'exécution en public, dans le cadre d'une activité non commerciale, de l'enregistrement sonore.

Barbade, Cabo Verde, Congo et Monaco

5 Le droit à rémunération équitable n'est pas accordé pour l'exécution en public ni pour la communication au public par télécommunication d'un enregistrement sonore dont le producteur, à la date de la première fixation, est citoyen ou résident permanent de la Barbade, de Cabo Verde, du Congo ou de Monaco ou une personne morale ayant son siège social dans l'un de ces pays.

République populaire de Chine

6 (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le droit à rémunération équitable n'est pas accordé pour un enregistrement sonore dont le producteur, à la date de la première fixation, est citoyen ou résident permanent de la République populaire de Chine ou une personne morale y ayant son siège social.

Macao

(2) L'artiste-interprète d'un enregistrement sonore dont le producteur, à la date de la première fixation, est

the Macao Special Administrative Region of the People's Republic of China or was a corporation that had its headquarters in the Macao Special Administrative Region of the People's Republic of China is entitled to be paid equitable remuneration in respect of the sound recording.

Hong Kong

(3) The maker of a sound recording who, at the date of its first fixation, was a permanent resident of the Hong Kong Special Administrative Region of the People's Republic of China or was a corporation that had its headquarters in the Hong Kong Special Administrative Region of the People's Republic of China is entitled to be paid equitable remuneration in respect of the sound recording.

Costa Rica

7 (1) In the case of a sound recording whose maker, at the date of its first fixation, was a citizen or permanent resident of Costa Rica or was a corporation that had its headquarters in that country, a right to equitable remuneration does not apply to

(a) a broadcast that is lawful under the *Broadcasting Act*, by a terrestrial radio station, of a signal that carries the sound recording for reception that is free and does not require a subscription; or

(b) the performance of the sound recording in public as part of a non-commercial activity.

Application of par. (1)(a)

(2) For greater certainty, paragraph (1)(a) does not apply to broadcasts

(a) through the Internet;

(b) by satellite; or

(c) by point-to-point technology that are received by way of mobile devices.

Repeal

8 [Repeal]

Coming into Force

Publication or coming into force of WPPT

'9 This Statement comes into force on the later of the day on which it is published in the *Canada Gazette, Part II* and the day on which the WIPO Performances and Phonograms Treaty (WPPT),

résident permanent de la région administrative spéciale de Macao de la République populaire de Chine ou une personne morale y ayant son siège social, a droit à une rémunération équitable relativement à l'enregistrement sonore.

Hong Kong

(3) Le producteur d'un enregistrement sonore qui, à la date de la première fixation, est résident permanent de la région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine ou une personne morale y ayant son siège social, a droit à une rémunération équitable relativement à l'enregistrement sonore.

Costa Rica

7 (1) Dans le cas d'un enregistrement sonore dont le producteur, à la date de la première fixation, est citoyen ou résident permanent du Costa Rica ou une personne morale y ayant son siège social, le droit à rémunération équitable n'est pas accordé pour :

a) la radiodiffusion — légale selon les dispositions de la *Loi sur la radiodiffusion* — par une station terrestre de radio d'un signal porteur de l'enregistrement sonore pour réception gratuite et sans abonnement;

b) l'exécution en public, dans le cadre d'une activité non commerciale, de l'enregistrement sonore.

Application de l'alinéa (1)a)

(2) Il est entendu que l'alinéa (1)a) ne s'applique pas à la radiodiffusion :

a) par Internet;

b) par satellite;

c) par la technologie point à point, si la radiodiffusion est captée par des appareils mobiles.

Abrogation

8 [Abrogation]

Entrée en vigueur

Publication ou entrée en vigueur du Traité

'9 La présente déclaration entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Partie II de la Gazette du Canada* ou à la date d'entrée en vigueur au Canada du Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes, adopté

**adopted in Geneva on December 20, 1996, comes
into force for Canada.**

* [Note: Statement in force August 13, 2014.]

**à Genève le 20 décembre 1996, selon celle de ces
dates qui est postérieure à l'autre.**

* [Note : Déclaration en vigueur le 13 août 2014.]